

JACQUES SAPIR

La démondialisation

ÉDITIONS DU SEUIL

25, bd Romand-Rolland, Paris XIV^e

« ÉCONOMIE HUMAINE »

Par « économie humaine », nous entendons exprimer l'adhésion à une finalité et à une méthode. La seule finalité légitime de l'économie est le bien-être des hommes, à commencer par celui des plus démunis. Et, par bien-être, il faut entendre la satisfaction de tous les besoins des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l'éducation, la santé, le loisir, la qualité de l'environnement, le bien-être des générations futures, etc.

Corollaires de cette finalité, les méthodes de l'économie humaine ne peuvent que s'écarter de l'économisme et du scientisme de l'économie mathématique néoclassique qui a joué un rôle central au ^{xx}^e siècle. L'économie humaine est l'économie d'un homme complet (dont l'individu maximisateur de valeurs marchandes sous contrainte n'est qu'une caricature), d'un homme qui inscrit son action dans le temps (et donc l'histoire), sur un territoire, dans un environnement familial, social, culturel et politique ; l'économie d'un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l'échange, mais aussi par l'habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.

L'économie humaine est donc une économie historique, politique, sociale, et écologique. Elle ne dédaigne pas l'usage des mathématiques comme un langage utile à la rigueur d'un raisonnement, mais refuse de cantonner son discours aux seuls cas où ce langage est possible. Au lieu d'évacuer la complexité des sociétés humaines (qui ne se met pas toujours en équations), l'économie humaine s'efforce de tenir un discours rigoureux intégrant la complexité, elle préfère la pertinence à la formalisation, elle revendique le statut de science humaine, parmi les autres sciences humaines, et tourne le dos à la prétention stérile d'énoncer des lois de la nature à l'instar des sciences physiques.

Le projet de l'économie humaine est un projet ancien, tant il est vrai que nombre des fondateurs de la science économique ont pensé celle-ci comme une science historique, une science sociale, une science morale ou encore psychologique. Mais ce projet est aussi un projet contemporain qui constitue le dénominateur commun de bien des approches (post-keynésiens, institutionnalistes, régulation, socioéconomie, etc.) et de nombreuses recherches (en économie du développement, de l'environnement, de la santé, des institutions ; en économie sociale, etc.).

Nous nous proposons d'accueillir ici les essais, les travaux théoriques ou descriptifs, de tous ceux qui, économistes ou non, partagent cette ambition d'une économie vraiment utile à l'homme.

Jacques Généreux

ISBN 978-2-02-104938-1

© Éditions du Seuil, avril 2011

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

À Béatrice

Introduction

En ce début de ^{xxi}^e siècle, nous vivons l'amorce d'un reflux de cette globalisation économique, que l'on appelle en France « mondialisation », même si ce terme a une signification plus large. L'histoire et la politique reprennent leurs droits. C'est le retour des États, que l'on disait naguère impuissants, et le recul des marchés, que l'on prétendait omniscients.

Cette globalisation – ou mondialisation – a été porteuse de bien des passions contradictoires. Elle a été adulée par les uns, vilipendée par les autres. Elle a eu ses thuriféraires comme ses opposants acharnés. Aujourd'hui qu'elle recule, certains y verront une régression alors que d'autres applaudiront un progrès.

Pourtant, il devrait nous être facile de penser la dé-mondialisation ou la dé-globalisation. Le monde a connu en effet bien des épisodes de flux et de reflux. Mais il est vrai que cette dé-mondialisation survient dans le sillage d'une crise majeure. Alors se réveillent de vieilles peurs. Et si cette dé-mondialisation annonçait le retour au temps des guerres ? Ces peurs ne sont que l'autre face d'un mensonge qui fut propagé par ignorance, pour les uns, et par intérêt, pour les autres. Non, la globalisation ou la mondialisation ne fut pas, ne fut jamais « heureuse ». Le mythe du « doux commerce » venant se substituer aux conflits guerriers a été trop propagé pour ne pas laisser quelques traces... Mais,

à la vérité, ce n'est qu'un mythe. Toujours, le navire de guerre a précédé le navire marchand. Les puissances dominantes ont en permanence usé de leur force pour s'ouvrir des marchés et modifier comme il leur convenait les termes de l'échange.

La mondialisation que nous avons connue depuis près de quarante ans a résulté de la combinaison de la globalisation financière, qui s'est mise en place avec le détricotage du système hérité des accords de Bretton Woods en 1973, et de la globalisation marchande, qui s'est incarnée dans le libre-échange. À chacune de leurs étapes, ces dernières ont imposé leurs lots de violences et de guerres. Nous en voyons aujourd'hui le résultat : une marche généralisée à la régression, tant économique que sociale, qui frappe d'abord les pays dits « riches » mais qui n'épargne pas ceux que l'on désigne comme des pays « émergents ». Elle a conduit à une surexploitation des ressources naturelles plongeant plus d'un milliard et demi d'êtres humains dans des crises écologiques qui vont chaque jour empirant. Elle a provoqué la destruction du lien social dans un grand nombre de pays et confronté là aussi des masses innombrables au spectre de la guerre de tous contre tous, au choc d'un individualisme forcené qui laisse présager d'autres régressions, bien pires encore¹.

De cette mondialisation, il a résulté des changements majeurs, rarement positifs, d'une telle ampleur que cela a conduit à la fétichiser. De phénomène historique, elle est apparue sous la plume de ses thuriféraires comme un être doté de conscience et d'omniscience, capable de réaliser le bonheur de tous. Quel mensonge et quelle dérision ! On nous a fait oublier que, produit de l'action humaine, elle était condamnée à connaître le sort des autres produits de l'action humaine, et donc à dispa-

1. Voir J. Généreux, *La Grande Régression*, Seuil, 2010.

raître. On a voulu la comparer à une force transcendante pour mieux masquer les intérêts qu'elle a servis. En ceci, il faut voir une capitulation de la pensée.

Dans ce fétichisme de la mondialisation, il y eut beaucoup de calculs, et donc beaucoup de mensonges. Ce livre a, entre autres, la volonté de rétablir quelques vérités sur la nature réelle du phénomène.

Le tournant qui s'amorce sous nos yeux nous confronte à nos responsabilités. La dé-mondialisation qui se met aujourd'hui en route à travers l'amorce d'une dé-globalisation, tant financière que marchande, ne se fera pas sans nous et sans notre action. Il est de notre pouvoir de construire l'avenir, même si ce dernier correspond rarement aux espoirs que l'on avait placés en lui. La dé-mondialisation peut se faire dans les drames et la misère. C'est la voie qui se profile aujourd'hui ; elle aboutira à la multiplication des guerres, extérieures et civiles, qui seront d'autant plus féroces que l'on est allé très loin tant dans la globalisation financière que dans la globalisation marchande. Elle peut aussi être plus ordonnée, si nous savons construire cet ordre. Ceci implique de ne pas s'accrocher tels les marins emportés par un naufrage aux débris que les globalisations vont laisser flotter à la surface. Il va falloir faire preuve de courage et d'imagination afin de concevoir, pour demain, un monde meilleur que celui dans lequel nous vivons.

La mondialisation est une, elle englobe aussi des dimensions culturelles et religieuses dont on n'ignore pas l'importance. Mais on ne traitera dans ce livre que de ses deux aspects, celui de la globalisation marchande et celui de la globalisation financière. Pour faciliter la lecture, on présentera séparément ces deux globalisations. On espère ainsi rendre intelligible ce qui ne l'est que rarement et contribuer à démystifier l'ensemble du processus.

Cette mondialisation s'est traduite par une crise profonde, dont nous ne sommes pas sortis, qui tire ses racines des vingt-cinq précédentes années. C'est pourquoi il faut affirmer ici que des solutions sont possibles, au niveau national comme à celui de coopérations internationales, et que la France a un rôle important à jouer.

PREMIÈRE PARTIE

La globalisation marchande

Ses aventures, ses avatars, ses conséquences

La mondialisation a commencé par la globalisation marchande. C'est bien l'ouverture importante du commerce international depuis les années 1970 et 1980 qui a marqué les esprits¹. Ceci a suscité de nombreux fantasmes. Le développement économique aurait, durant les trente dernières années, largement été porté par le commerce international. Tel est le résultat qui a été vulgarisé par une partie des économistes, parfois par ignorance des données sur lesquelles ils travaillaient et parfois par intérêt soit idéologique, soit matériel.

Mais ce large développement du commerce international, qu'il soit réel ou supposé, s'est aussi accompagné de l'accélération brutale de la transformation de l'ensemble de notre cadre de vie en marchandise. Telle est la logique immanente du système capitaliste. Elle fut décrite par Karl Marx et Friedrich Engels dans leur *Manifeste du parti communiste* dès 1848. Cette double transformation, à la fois quantitative et qualitative de la circulation des marchandises, est bien la première chose qui frappe l'imagination. Elle provoque un effet d'évidence qui conduit à y voir son inéluctabilité. Pourtant, à y regarder de près, ce dernier se dissipe.

1. Voir J. Sapir, « Le vrai sens du terme. Le libre-échange ou la mise en concurrence entre les Nations » in D. Colle (dir), *D'un protectionnisme l'autre. La fin de la mondialisation ?*, PUF, « Major », 2009.

La vulgate du libre-échange passe en effet rapidement sur des éléments importants pour sa démonstration, qui ont été mis en valeur par la crise actuelle. On a vu, en 2008 et 2009, le commerce international diminuer au prorata de la baisse de la production dans les grands pays industrialisés sans que se mettent en place les barrières protectionnistes. Le commerce ne crée donc pas de valeur par lui-même, vieille erreur des mercantilistes qui ressurgit sous la forme de la croyance en une croissance tirée uniquement par le commerce. C'est au contraire la croissance dans les principaux pays qui tire le commerce.

Mais, surtout, il convient de se demander si, depuis près de trente ans, l'on n'a pas été en face d'une erreur, ou du moins d'une illusion statistique. Le phénomène de croissance, qu'il s'agisse de celle du produit intérieur brut (PIB) ou de celle du commerce international, a très bien pu être surestimé, et ce pour diverses raisons. Or la possibilité d'une erreur de mesure peut remettre en cause l'idée convenue d'un lien direct et mécanique entre le développement du commerce international et la croissance mondiale. Cette possibilité impose de repenser les liens de causalité qui vont de la croissance au commerce. À partir de là, c'est toute l'idéologie ayant entouré la globalisation marchande qui va être remise en cause.

La rupture de ce voile permet alors de poser d'autres questions. Quelle est la responsabilité de la globalisation dans la destruction du cadre naturel, dont on constate qu'il s'accélère depuis la fin des années 1980 ? Cette destruction n'est pas simplement liée à la multiplication des transports sur de longues distances, à la mise en concurrence de l'ouvrier ouest-européen et de l'ouvrier asiatique par-delà les systèmes sociaux très différents qui régissent leur travail. On sait pourtant aujourd'hui que ceci a eu des effets profondément déstabilisants sur la répartition interne des revenus. Les entreprises se sont affranchies de

la contrainte qui veut que, dans le cadre d'une économie relativement fermée, les salaires (qui sont donc pour elles des coûts) soient déterminants pour leurs marchés. Cet affranchissement provient de la soumission des logiques économiques locales à une logique supérieure, qui peut se traduire par des dommages écologiques importants, comme pour l'extension de la culture du soja transgénique aux fins de production des carburants ou la destruction de la forêt primaire en Indonésie pour la culture de palmiers à huile aux profits des grandes firmes alimentaires ou de cosmétiques du monde occidental.

La globalisation se révèle alors sous un nouveau visage. Là où certains affectent de voir le développement du soi-disant « doux commerce », il faut constater que c'est en réalité l'extension brutale du principe de la marchandise qui domine. Ce principe conduit à réorganiser sans pitié les économies locales.

Un tel processus se fait rarement au profit du local, sauf lorsqu'il vient se greffer à des politiques nationales de développement. Le cas de la Chine est ici exemplaire, car c'est bien à travers la combinaison d'une politique nationale extrêmement forte et de l'ouverture que s'est accompli le développement important des vingt-cinq dernières années. Mais, même dans ce cas, la montée des inégalités sociales et des destructions écologiques rend problématique la poursuite de ce modèle.

En fait, la globalisation n'est synonyme de croissance que quand elle peut s'appuyer sur un projet de développement national, souvent articulé à une idéologie nationaliste. La globalisation marchande ne donne des résultats que dans la mesure où l'on ne joue pas son jeu mais où d'autres acceptent de le jouer. Ceci est particulièrement vrai en Extrême-Orient, mais peut aussi se constater en Russie depuis 1999.

Ainsi, loin de conduire au dépassement de la nation, la globalisation s'avère être le nouveau cadre de l'expression de

politiques nationales qui engendrent soit des effets de domination et de destruction de cadres nationaux au profit de nations plus fortes, soit des phénomènes de réactions et de développement national².

Cette globalisation-là touche à sa fin en raison, d'une part, des limites écologiques – les catastrophes écologiques qui sont appelées à se multiplier vont remettre en cause brutalement le cadre de la globalisation – et, d'autre part, de la montée des conflits entre États, qui rend dérisoires tous les discours sur une soi-disant « gouvernance mondiale ». Certes, ces conflits et ces guerres ont pris une dimension autre que celle que l'on avait connue au xx^e siècle. Les grands conflits armés sont probablement une chose du passé, et c'est bien à la dissuasion nucléaire que nous le devons et non au libre-échange. Mais l'extension et la multiplication des conflits dits « localisés » sont la nouvelle réalité que nous vivons. Ces conflits, de l'Irak à l'Afghanistan, en passant par la multitude des conflits en Afrique, sont le produit direct et immédiat de la globalisation des marchandises. Ils sont de plus en plus appelés à devenir insupportables. Ils s'accompagneront du renouveau des conflits internes dans nos sociétés, de cette guerre civile qui est toujours l'horizon possible d'une société de classes et que l'on mesure par la montée, depuis vingt-cinq ans, des violences dites « urbaines ». On peut montrer qu'en France, mais aussi dans d'autres pays comme le Royaume-Uni, il y a eu un lien direct entre l'ouverture du commerce et la montée de la violence sociale.

2. Voir J. Sapir, « Retour vers le futur : le protectionnisme est-il notre avenir ? », *L'Économie politique*, n° 31, 3^e trimestre, 2006.

Chapitre 1

Mythes et légendes de la mondialisation

La mondialisation des marchandises ou globalisation marchande résulte de la généralisation d'un système de libre-échange et d'ouverture au commerce international. Elle est certainement le phénomène général de globalisation qui a le plus fait couler d'encre et suscité de commentaires. C'est aussi celui qui a le plus engendré de mythes.

Il nous faut donc tout d'abord vérifier ce que le changement des structures institutionnelles a pu avoir comme conséquences sur les chiffres de la globalisation. Le développement de cette dernière a en effet été concomitant de changements politiques et géostratégiques extrêmement importants. Les effets n'ont pas tous été perçus. Il en a résulté la production d'une série d'idées fausses concernant le libre-échange et, plus généralement, la globalisation.

La vague du libre-échange dans les années 1980 et 1990

Il est de fait que les mesures de la croissance du commerce international ne prennent en compte que les flux qui sont enregistrés. On ne voit pas trop quelle méthode alternative adopter et l'on ne saurait le reprocher aux divers organismes qui mesurent et comptabilisent ces flux. Mais ceci n'a pas été

sans introduire de profondes distorsions, en particulier à la fin des années 1980.

Ces années ont été marquées par des changements extrêmement importants. Dans cette période, on a en effet connu deux phénomènes majeurs qui ont été la fin de l'Europe de l'Est, au sens du Conseil d'aide économique mutuel (CAEM), et la fin de l'URSS. Dans ces deux cas, on a pu constater que les flux de commerce tels qu'ils sont comptabilisés ont connu une forte croissance. Or le simple phénomène de transition de ce qui était un « commerce intérieur » en un « commerce international » s'est traduit par la hausse brutale de ce dernier. Une partie de la croissance du commerce mondial peut ainsi être attribuée à un effet de « révélation » d'un commerce qui se produisait au sein d'autres cadres statistiques. Il est frappant que ce problème soit très rarement évoqué par les spécialistes qui entonnent le credo de la globalisation.

Une deuxième cause est plus subtile. La hausse des flux du commerce international a été liée à l'évolution que ces économies ont connue durant les premières années de leur transition. On a ainsi constaté une expansion des exportations et importations, à la fois de manière relative dans son rapport au marché intérieur et donc au PIB, et de manière absolue à la suite de la transition. Cette hausse des exportations et des importations a été liée au phénomène même de la transition compris comme un changement dans la structure de ces économies. Ainsi, dans le cas de l'URSS, une large partie de la production d'aluminium et d'acier n'a plus trouvé d'emplois au sein même de l'économie, en raison de la baisse des activités manufacturières. L'exportation de ce surplus a été immédiate, qu'elle se fasse de manière légale ou illégale. De même, on a assisté à un phénomène de substitution des produits importés aux productions locales, qui a été favorisé par l'évolution brutale du taux de change. À cet égard, les chiffres extrêmement élevés du

commerce international dans les années 1994-1997 semblent bien avoir été le produit d'une illusion statistique. Ce sont ces chiffres, enregistrés sur quatre années, qui ont très largement conditionné notre vision de la croissance.

Enfin, il faut avoir à l'esprit la hausse du prix des matières premières qui s'est manifestée pendant une bonne partie de cette période. Les matières premières, à l'exception de la période 1998-2002, ont vu leur prix monter de manière significative. Or, dans le commerce international, les produits sont comptabilisés à leur prix courant.

C'est donc de cette période que date le sentiment que le commerce international porte la croissance. L'on a eu l'impression, et peut-être l'illusion, que c'était par l'abolition des barrières aux échanges que l'on avait obtenu la croissance très forte de ces années-là. Dans une large mesure, ceci a recouvert le processus de constitution en « économies nationales » de pays dont le commerce ne représentait jusqu'alors que le commerce intérieur. Ce processus entraînait mécaniquement une hausse du commerce comptabilisé, soit par la transformation de ce qui était avant un commerce intérieur en commerce international, soit par l'accroissement brutal des flux d'exportations et d'importations liés aux changements systémiques, soit enfin par la modification du prix de vente des produits suite au passage des prix planifiés aux prix du marché international. C'est pourquoi on peut parler ici d'un artefact statistique.

Certes, la croissance a pu effectivement être portée, mais dans une bien moins large mesure que ce que l'on a prétendu, par le commerce international. Des travaux, parmi lesquels on doit inclure ceux de Dollar, en 1992¹, de Ben-David, en 1993²,

1. D. Dollar, « Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly : Evidence From 95 LDC, 1976-1985 », *Economic Development and Cultural Change*, 1992, p. 523-554.

2. D. Ben-David, « Equalizing Exchange : Trade Liberalization and Income Convergence », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, n° 3, 1993.

de Sachs et Warner, en 1995³, et de Edwards en 1998⁴, ont cherché à établir ce fait. Toutes ces études et publications ont cependant été écrites après la dissolution du bloc soviétique en Europe et la désintégration de l'URSS, mais avant la crise des pays émergents de 1997-1998. Elles posent pour certaines des problèmes statistiques et, de ce fait, s'avèrent peu robustes⁵.

De manière générale, les tests pratiqués donnent des résultats qui sont pour le moins très ambigus. On peut en déduire que, pour certains pays, l'ouverture a eu des résultats positifs, mais non pour d'autres. Cependant, on peut aussi en déduire que si une politique qui associe l'ouverture à de bonnes mesures macroéconomiques est meilleure qu'une politique associant le protectionnisme à des mauvaises mesures macroéconomiques, ceci tient bien plus à la qualité des dites mesures macroéconomiques qu'à celle de l'ouverture⁶. De fait, les pays qui ont associé des politiques protectionnistes à des bonnes politiques macroéconomiques connaissent des taux de croissance qui sont largement supérieurs à ceux des pays plus ouverts, ce qui invalide le résultat précédent sur l'ouverture⁷.

Ceci nous ramène à la problématique du développement, qui s'avère être autrement plus complexe que ce que les par-

3. J. Sachs, A. Warner, « Economic Reform and The Process of Global Integration », *Brookings Paper on Economic Activity*, n° 1, 1995, p. 1-118.

4. S. Edwards, « Openness, Productivity and Growth : What We Do Really Know ? », *Economic Journal*, vol. 108, mars 1998, p. 383-398.

5. Voir F. Rodriguez, D. Rodrik, « Trade Policy and Economic Growth : A Skeptics Guide to the Cross-National Evidence » in B. Bernanke, K. Rogoff (dir.), *NBER Macroeconomics. Annual 2000*, Cambridge (MA), MIT Press, 2001.

6. Voir D. Ben-David, « Equalizing Exchange : Trade Liberalization and Income Convergence », *op. cit.*

7. Voir H.-J. Chang, « The Economic Theory of the Developmental State » in M. Woo-Cumings (dir.), *The Developmental State*, Ithaca, Cornell University Press, 1999 ; *Kicking away the Ladder : Policies and Institutions for Development in Historical Perspective*, Londres, Anthem Press, 2002.

tisans d'un libre-échange généralisé veulent bien dire. Les travaux d'Alice Amsden⁸, Robert Wade⁹ ou ceux regroupés par Helleiner¹⁰ montrent que dans le cas des pays en voie de développement le choix du protectionnisme, s'il est associé à de réelles politiques nationales de développement et d'industrialisation¹¹, fournit des taux de croissance qui sont très au-dessus de ceux des pays qui ne font pas le même choix. Le fait que les pays d'Asie qui connaissent la plus forte croissance ont systématiquement violé les règles de la globalisation établies et codifiées par la Banque mondiale et le FMI est souligné par Dani Rodrik¹².

Voici qui nous renvoie à la question des politiques nationales et à la problématique de l'État développeur qui renaît dans le débat depuis quelques années¹³. Cette problématique est en réalité au cœur du réveil industriel de l'Asie. En fait, ce sont ces politiques nationales qui constituent les véritables variables critiques pour la croissance et le développement, et non l'existence ou non de mesures de libéralisation du

8. A. Amsden, *Asia's Next Giant*, New York, Oxford University Press, 1989.

9. R. Wade, *Governing the Market*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1990.

10. G. K. Helleiner (dir.), *Trade Policy and Industrialization in Turbulent Times*, Londres, Routledge, 1994.

11. Voir C.-C. Lai, « Development Strategies and Growth with Equality. Re-evaluation of Taiwan's Experience », *Rivista Internazionale de Scienze Economiche e Commerciali*, vol. 36, n° 2, 1989, p. 177-191.

12. D. Rodrik, « What Produces Economic Success ? » in R. Ffrench-Davis (dir.), *Economic Growth with Equity : Challenges for Latin America*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007. Voir aussi, du même auteur, « After Neoliberalism, What ? », *Project Syndicate*, 2002 (www.project-syndicate.org/commentary/rodrik7).

13. Voir T. Mkandawire, « Thinking About Developmental States in Africa », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 25, n° 2, 2001, p. 289-313 ; B. Fine, « The Developmental State is Dead. Long Live Social Capital ? », *Development and Change*, vol. 30, n° 1, 1999, p. 1-19.

commerce international. Mais admettre cela revient à devoir reconsidérer le rôle de l'État dans les politiques économiques et le rôle du nationalisme comme idéologie associée au développement. On touche ici à de puissants tabous de la pensée orthodoxe en économie comme en politique.

La croissance du PIB est-elle identique à celle de la richesse ? ou les aventures du PIB et des agrégats statistiques

Le problème de l'artefact statistique est très profond. Une autre importante illusion produite par les statistiques consiste à prendre la hausse du PIB pour une mesure de la croissance de la richesse à l'échelle mondiale. Or il faut ici rappeler certaines vérités que le discours « vulgaire » en économie a tendance à oublier.

En premier lieu, le PIB (ou le PNB¹⁴) ne mesure que les biens et services qui sont mis sur le marché. Par définition, tout ce qui est autoconsommé ou échangé hors mécanismes de marché n'est pas comptabilisé dans le PIB et le PNB. C'est un problème majeur dans des pays en voie de développement où une large partie des activités économiques dites traditionnelles a lieu « hors marché ». Le basculement des activités de la sphère non marchande vers des activités qui ont lieu dans la sphère marchande induit une hausse du PIB à production égale. La croissance du PIB peut ne pas refléter celle de la richesse¹⁵. Un simple exemple le montre.

14. Le produit intérieur brut (PIB) mesure les productions réalisées sur une base territoriale alors que le produit national brut (PNB) mesure les productions réalisées sur une base nationale.

15. J'ai analysé ce paradoxe, qui est bien connu de tous les spécialistes du développement, dans *Les Trous noirs de la science économique* (Albin Michel,

Prenons tout d'abord un pays dont les habitants produisent deux biens, ce qui est l'exemple type fréquemment utilisé par les économistes – depuis David Ricardo et son fameux exemple sur les avantages comparatifs entre la laine d'Angleterre et le vin de Porto du Portugal... Le premier de ces biens sert uniquement à leur consommation (le riz, par exemple), la production est entièrement réalisée dans un cadre familial et autoconsommée. Ce bien n'est donc pas pris en compte dans le calcul du PIB. D'un point de vue comptable, il n'existe pas. Le second de ces biens est quant à lui totalement destiné à l'exportation et produit dans un cadre marchand. On peut imaginer le café ou le cacao. Il est donc pleinement pris en compte dans le calcul du PIB du pays, aux prix du marché mondial. On peut dire que ce dernier est égal à la production exportée. Cet exemple, si simple en apparence, ne fait que rappeler des situations bien connues en Afrique de l'Ouest.

Admettons alors que viennent dans ce pays des consultants internationaux ou des experts d'une grande organisation économique internationale (la Banque mondiale ou le FMI pour ne pas les nommer...). Ils constatent qu'aux prix mondiaux de la période d'origine, les habitants de ce pays auraient intérêt à ne produire *que* le second bien. En effet, les gains réalisés par l'accroissement du volume des exportations permettraient d'acquérir sur le marché mondial une quantité du premier bien (ici, le riz) supérieure à celle qui est produite. Ceci signifie que le prix relatif du second bien exprimé en quantité du premier bien est particulièrement élevé.

On introduit alors des réformes dites « structurelles » pour que la population abandonne la production dans le cadre

2000 ; rééd. Points/Seuil, 2003, p. 48-49). Voir aussi E. Kraev, *Estimating GDP Effects of Trade Liberalization on Developing Countries*, Londres Christian Aid, 2005.

familial du bien alimentaire et puisse se consacrer totalement à celle du bien exporté¹⁶. La production de ce dernier augmente mais – à techniques de production égales – pas dans les mêmes proportions. En effet, on peut considérer que joue alors la loi des rendements décroissants.

Ceci n'est cependant pas le plus important. Quand le deuxième bien est vendu au marché mondial, toutes choses étant égales par ailleurs – ou clause *ceteris paribus* dont les économistes raffolent –, le surplus de bien vendu entraîne une baisse du prix de ce produit. Par contre, la manifestation d'une nouvelle demande sur le marché mondial du riz, venant compenser l'arrêt de la production familiale, va entraîner une hausse des cours de cette denrée. Ainsi, ce sont les prix dits relatifs du riz et du café (ou du cacao) qui s'en trouvent modifiés. Autrement dit, la capacité d'achat en riz d'une même quantité du bien exportable va baisser.

Il en découle alors que, pour ce malheureux pays, si son PIB a bien augmenté du fait de l'accroissement de la production du bien exportable, la richesse réelle (ici calculée en quantité de produits alimentaires) va baisser. Les experts de tout poil seront contents car ils enregistreront une hausse du PIB et, par voie de conséquence, une hausse de la croissance mondiale, qu'ils pourront relier à un accroissement des flux du commerce mondial. Mais la qualité de vie dans le pays considéré va diminuer, conduisant, entre autres possibilités, à des disettes et des troubles sociaux plus ou moins graves¹⁷. Ceci conduit Carlos

16. Ce processus est décrit dans C. Oya, « Sticks and Carrots for Farmers in Developing Countries : Agrarian Neoliberalism in Theory and Practice » in A. Saad-Filho, D. Johnston (dir.), *Neoliberalism : A Critical Reader*, Londres, Pluto, 2005, p. 127-134.

17. Un cas d'école est celui de la Côte d'Ivoire. Voir A. Langer, « Horizontal Inequalities and Violent Group Mobilization in Côte d'Ivoire », *Oxford Development Studies*, vol. 33, n° 1, mars 2005, p. 25-44.

Oya à considérer qu'une trajectoire de marché libre, directement et totalement soumise aux forces de la globalisation des marchandises, ne saurait fonctionner en Afrique, que ce soit économiquement ou politiquement¹⁸.

Cet exemple montre qu'une marchandisation d'une économie qui possédait initialement un secteur non marchand se traduit toujours par une hausse du PIB même quand la richesse réelle du pays diminue. Il s'inspire des politiques, essentiellement menées par la Banque mondiale et le FMI, qui ont visé à « spécialiser » les pays en développement dans des cultures exportables, ce que l'on appelle aussi le « monocropping ». Il faut ajouter ici que le développement des cultures spéculatives, comme dans le cas de la production horticole au Kenya, induit souvent d'importants problèmes de pollution qui affectent en retour les productions vivrières. En bonne logique, il faudrait alors retrancher du PIB les coûts du surcroît de pollution engendré par le basculement vers des productions largement spéculatives.

Le succès passe plutôt par des modifications dans la structure de la chaîne de production des cultures traditionnelles¹⁹. Ces modifications nécessitent des réformes, mais elles sont différentes de celles qui sont en général soutenues par les avocats de la globalisation. En permettant aux paysans de maîtriser l'ensemble du processus de production, elles encouragent un contrôle local sur la valeur produite. Au contraire, les réformes soutenues dans le cadre de la globalisation ont

18. C. Oya, « Agricultural Maladjustment in Africa : What Have We Learned After Two Decades of Liberalisation ? », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, n° 2, 2007, p. 275-297.

19. S. B. Diarra, J. M. Staatz, R. J. Bingen, N. N. Dembélé, « The Reform of Rice Milling and Marketing in the Office du Niger : Catalyst for an Agricultural Success Story in Mali », *StaffPaper*, vol. 99, n° 26, East Lansing, Michigan, Michigan State University Press, Department of Agricultural Economics, 1999.

pour effet d'entraîner une dépossession croissante des producteurs directs au profit des intermédiaires de marché, qui d'ailleurs ne sont pas nécessairement situés dans le pays considéré. Ainsi non seulement la somme des richesses révélées par le processus de marchandisation peut-elle s'avérer inférieure à la somme totale des richesses existantes au départ, mais aussi le processus de marchandisation soumet-il les acteurs locaux à la volonté de puissances étrangères, publiques ou privées.

Par ailleurs, les aberrations du PIB concernent aussi les économies développées où la marchandisation a également progressé. On le voit à travers les transformations qui y ont eu lieu entre les années 1960 et les années 1990.

Tout d'abord, une partie de la consommation des ménages, qui était réalisée dans la sphère de l'économie domestique urbaine, a été transférée dans la sphère marchande. On le constate avec la dissémination des tickets restaurants et la multiplication des services. Ensuite, une partie des consommations intermédiaires des grandes entreprises a elle aussi été transférée à l'extérieur de ces entreprises faisant apparaître en transactions marchandes des transactions qui se déroulaient de manière non marchande au sein des entreprises. Enfin, le recours à la sous-traitance (ou *outsourcing*) s'est considérablement accru dans les années 1980 et 1990. Ce phénomène est en partie lié à la volonté des directions des entreprises de modifier les statuts et les conventions collectives qui protégeaient leurs travailleurs ; sous couvert de mise en concurrence, c'est bien à un démantèlement des normes sociales que l'on a assisté. Mais, mécaniquement, il a produit une image statistique d'accroissement du PIB car les activités qui étaient précédemment réalisées dans l'entreprise n'étaient pas comptabilisées comme achat et vente.

Cette transformation à la fois structurelle et institutionnelle de nos économies a révélé de manière comptable des activités qui étaient auparavant existantes mais qui n'étaient pas prises en compte, tendant par ailleurs à accroître la part des services dans l'économie. Elle fait apparaître statistiquement dans cette catégorie des activités déjà existantes mais qui se déroulaient au sein de grandes entreprises industrielles et étaient donc comptabilisées comme activités industrielles. Une partie du basculement entre l'industrie et les services au sein du PIB, qui a alimenté en partie les fantasmes d'une économie « postindustrielle », provient de cet effet statistique. Ces mécanismes, sur une longue période, produisent un accroissement du PIB sans qu'il y ait création de biens et de services nouveaux. Ceci est aussi un paradoxe supposé être connu mais qui semble avoir été oublié : si vous recourez à une personne que vous payez pour faire vos repas et laver votre linge et épousez ladite personne, vous ferez diminuer le PIB...

Il ne s'agit pas ici de dire que l'ensemble de la hausse du PIB, à l'échelle de la France ou à celle du monde, est un simple artefact statistique. Il est très clair que la production a, globalement, augmenté. Cependant, la hausse du PIB mondial mesurée entre les années 1970 et la fin des années 1990, parce qu'elle s'est déroulée sur une période marquée par une très forte *markandisation* des activités, incorpore nécessairement une part non négligeable d'artefact statistique en raison des conventions comptables qui sont utilisées pour déterminer le PIB et le PNB.

On doit donc déjà retenir que, et la « forte » hausse du commerce mondial des trente dernières années, et une partie de la hausse du PIB ne correspondent pas à des mouvements « réels ». Il s'agit simplement de la prise en compte dans le cadre de certaines normes comptables de productions qui n'étaient pas comptabilisées auparavant mais qui pourtant

existaient déjà bel et bien. Il ne faut pas oublier ici que dans les flux comptabilisés du commerce international, nous retrouvons cette dimension de la *marchandisation* dans la mesure où les institutions économiques internationales (FMI, Banque mondiale) ont poussé les pays en voie de développement à accroître les productions commercialisées et exportables. La dimension de cette illusion statistique dans la comparaison des flux de commerce entre le début des années 1970 et la fin des années 1990 est donc nécessairement importante – il est possible qu'elle représente 30 % à 50 % de ces flux.

Fondamentalement, l'idée que nous aurions à partir de la fin du « court xx^e siècle²⁰ » retrouvé une tendance à une intégration par le commerce se révèle ainsi être un mythe. Ceci a été montré par Paul Bairoch et Richard Kozul-Wright dans une étude systématique de ces flux qui a été réalisée en 1996 pour la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)²¹. Il n'y a donc jamais eu un « âge d'or » de la globalisation, qui se serait terminé avec la Première Guerre mondiale et qui aurait été suivi d'une longue période de repli, avant de connaître un renouveau depuis les années 1970. C'est bien toute l'image d'une marche que l'on voudrait harmonieuse vers le « village global » qui s'en trouve profondément mise en cause. Ce débat a continué dans la période récente et ses résultats ont été les mêmes. Conservons cependant, pour l'instant, l'image qui nous est fournie par Rodrik et Rodriguez²². La

20. Qui va de 1918, véritable fin du xix^e siècle, à la dissolution de l'URSS, fin 1991, qui marque en réalité la fin du xx^e. J'ai expliqué cette notion de « petit xx^e siècle » dans J. Sapir, *Le Nouveau xxi^e Siècle*, Seuil, 2008.

21. P. Bairoch, R. Kozul-Wright, « Globalization Myths : Some Historical Reflections on Integration, Industrialization and Growth in the World Economy », *Discussion Paper*, n° 113, Genève, UNCTAD-OSG, mars 1996.

22. F. Rodriguez, D. Rodrik, « Trade Policy and Economic Growth : A Skeptics Guide to the Cross-National Evidence », *op. cit.*